

NATIONS UNIES
sk.
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GENERALE

E/CN.4/SR.198
11 mai 1950
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT QUATRE VINGT-DIX-HUITIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le jeudi 18 mai 1950, à 10 heures 15.

SOMMAIRE :

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme
- Projet de résolution de la France (E/CN.4/501) (suite)
- Projet de résolution du Liban (E/CN.4/493, E/CN.4/503)
- Projet de résolution du Danemark (E/CN.4/496)
- Projet de résolution du Royaume-Uni (E/CN.4/505)

PRÉSENTS

<u>Présidente :</u>	Mme ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres :</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. CHA)	Chine
	M. CHANG)	
	M. SORENSSEN	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. KYROU	Grèce
	Mme MEHTA	Inde
	M. MENDEZ	Philippines
	Mlle BOWIE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Représentant d'une institution spécialisée :

M. ORENSTEIN	Organisation mondiale de la santé (OMS)
--------------	--

Représentants d'organisations non gouvernementales :

<u>Catégorie A :</u>	Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres (CISL)
	Mme SPRAGUE	Fédération mondiale des Associa- tions pour les Nations Unies (FMANU)
<u>Catégorie B :</u>	M. MOSKOWITZ	Conseil consultatif d'organisations juives
	M. HALPERIN	Comité de coordination d'organisa- tions juives
	M. CRUICKSHANK	Conseil interaméricain du commerce et de la production
	Mme PARSONS	Conseil international des femmes
	Mlle ROBB	Fédération internationale des femmes diplômées des universités
	M. BEER	Ligue internationale des droits de l'homme
	Mlle SCHAEFFER	Union internationale des ligues féminines catholiques

Secrétariat :

M. SCHWELB	Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme
M. SCHACHTER	Directeur adjoint de la Division des questions juridiques générales
M. DAS	Secrétaire de la Commission
Mlle KITCHEN	Secrétariat

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME

Projet de résolution de la France (E/CN.4/501) (suite)

1. La PRESIDENTE invite la Commission à poursuivre l'examen du projet de résolution de la France (E/CN.4/501). Parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, elle désire proposer trois amendements au texte du projet de résolution français. Elle estime qu'il faudrait insérer dans la quatrième ligne du premier alinéa les mots "le progrès et", avant les mots "le respect universel". Elle propose également de modifier le cinquième alinéa de la manière suivante : "... à examiner les rapports, à préparer et à soumettre au Conseil économique et social tous projets de convention ou autres mesures appropriées dans le domaine des droits de l'homme", et de modifier le sixième alinéa de la manière suivante : "... de charger la Commission des droits de l'homme d'établir des propositions concernant le contenu des rapports annuels des Etats, ainsi que les modalités de l'examen de ces rapports par la Commission."
2. M. NISOT (Belgique) demande si les Etats, aux termes de la résolution de la France, seraient tenus de faire rapport sur l'application du pacte, et dans l'affirmative, si les Etats Membres qui ne sont pas parties au pacte participeraient à l'examen de ces rapports.
3. M. CASSIN (France) précise que sa résolution entend viser tous les aspects de la question du progrès, du respect et de l'observance effective des droits de l'homme dans le monde entier.
4. M. NISOT (Belgique) craint que le projet de résolution de la France ne soit contraire aux dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.
5. En réponse à une question posée par Mlle BOWIE (Royaume-Uni), M. CASSIN (France) dit qu'il espère que les rapports contiendront des renseignements généraux sur la mise en oeuvre des droits de l'homme. Ils ne sont pas destinés à énumérer les faits concernant les cas individuels qui seront probablement exposés dans l'Annuaire. Comme c'est le Conseil économique et social qui déterminerait le contenu des rapports, on pourrait choisir chaque année une catégorie particulière de droits sur lesquels on inviterait les Etats à faire rapport.
6. M. Cassin estime, comme la représentante du Royaume-Uni, que le projet de résolution de la France est étroitement lié au projet de résolution concernant l'Annuaire, et peut-être pourrait-on les combiner. Le texte français a l'avantage d'indiquer les modalités de préparation des rapports officiels. On pourrait se

servir des renseignements soumis en vue de la préparation de l'Annuaire pour établir l'exposé d'ensemble qui figurerait dans le rapport.

7. En réponse au représentant du Liban, M. Cassin déclare que, par le mot "contenu", il entend indiquer dans quelle forme les rapports doivent être présentés. Toutefois, il serait peut-être préférable de dire expressément que les rapports doivent comporter trois parties, la première contenant les textes législatifs relatifs aux droits de l'homme, la deuxième consacrée aux mesures administratives, la dernière aux décisions judiciaires importantes. Les modalités de l'examen des rapports dépendraient dans une large mesure des décisions prises par le Conseil au sujet de leur contenu.

8. M. NISOT (Belgique) déclare que l'acceptation de la proposition française mettrait les Etats dans la situation de devoir s'expliquer annuellement sur l'ensemble de leur activité étatique, attendu qu'il n'est pratiquement rien dans cette activité qui ne soit susceptible de considération du point de vue de la protection des droits de l'homme.

9. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) fait observer que le projet de résolution n'a pas et ne peut pas avoir de caractère obligatoire et qu'en conséquence les Etats qui n'apportent pas un zèle particulier à la protection des droits de l'homme ne fourniraient probablement pas beaucoup de renseignements, alors que les Etats qui assurent activement le respect de ces droits enverraient probablement une documentation très complète. Toutefois, ces renseignements auraient été plus utiles si la Commission les avait reçus avant de commencer l'examen du pacte. De plus, la Commission n'aurait que peu de temps pour examiner les rapports d'une manière approfondie, et Mlle Bowie se demande donc si ces rapports se révéleraient pratiquement utiles. Par contre, si le projet de résolution de la France se relie directement au programme de travail relatif à l'Annuaire, la Commission pourrait obtenir une étude juridique de la documentation fournie, susceptible d'aider à la rédaction de conventions dans ces domaines. Un tel résultat serait bien entendu d'une immense valeur pratique.

10. Comme toutefois les Etats ne seraient nullement tenus de fournir des renseignements, il serait probablement difficile de recueillir les données nécessaires pour établir une étude générale utile sur le respect d'un droit donné.

11. M. CASSIN (France) accepte l'amendement des Etats-Unis au premier alinéa et l'amendement du Chili visant la suppression des mots "avant le 31 décembre" dans le troisième alinéa. Il ne s'oppose pas à l'amendement des Etats-Unis au

cinquième paragraphe, mais il souligne que cet amendement va beaucoup plus loin que le texte original. Une solution satisfaisante consisterait peut-être à mentionner expressément l'Annuaire dans le projet de résolution, au lieu de modifier ce projet conformément à la proposition des Etats-Unis. Il estime également acceptable l'amendement des Etats-Unis au sixième alinéa, mais il préfère le texte original, qui est plus simple.

12. La PRESIDENTE, intervenant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, veut remarquer que le mot "appropriée" qui figure dans son amendement au cinquième paragraphe laissera à la Commission toute sa liberté d'action en ce qui concerne la rédaction de conventions relatives aux droits de l'homme. Le texte des Etats-Unis d'Amérique aurait donc l'avantage de ne pas laisser les choses dans le vague comme le fait le texte du projet de résolution français.

13. Il ne lui semble pas essentiel d'adopter ce projet de résolution, mais s'il est voté, il faudrait qu'il dise très clairement ce que la Commission doit faire. C'est dans ce but qu'elle a proposé son amendement au sixième paragraphe.

14. M. CHANG (Chine) estime que le projet de résolution de la France fait un louable effort pour donner une portée plus grande à l'application de la Déclaration universelle des droits de l'homme que ne l'envisage le pacte. Il n'a pas d'opinion arrêtée au sujet du texte proposé, mais suggère la suppression des mots "dont leur droit national" qui figurent au troisième paragraphe; de cette manière, le projet de résolution pourra être interprété comme s'appliquant à d'autres mesures positives destinées à encourager le respect des droits de l'homme et non seulement à la procédure purement négative qu'on peut avoir suivie en adoptant des dispositions législatives. M. Chang a souvent soutenu qu'au cours de ses travaux la Commission a par trop souligné les aspects négatifs de la mise en oeuvre du pacte relatif aux droits de l'homme et il a indiqué qu'une telle manière d'envisager le problème risque d'inciter les Etats à se perdre en récriminations. On ne saurait assez répéter que, pour faire respecter les droits de l'homme d'une manière efficace, il faut réserver une place aux mesures éducatives dans leur sens le plus large et aux autres moyens d'action positifs.

15. M. Chang désire proposer plusieurs modifications au texte français. Il serait préférable de placer le sixième paragraphe après le deuxième ou le troisième, parce qu'il est plus logique de prendre les dispositions relatives au contenu des rapports annuels, avant de décrire la procédure à suivre pour transmettre ces rapports aux organes intéressés. Il croit également que les quatrième et cinquième

paragrapbes sont superflus et qu'il faut les supprimer.

16. Il insiste auprès de la Commission pour qu'elle examine avec la plus grande attention les conséquences qu'aurait l'adoption du projet de résolution de la France et pour qu'elle cherche à élaborer des mesures positives qui permettent d'appliquer les principes proclamés dans la Déclaration des droits de l'homme. Si des résultats positifs pouvaient être atteints, toute la cause des droits de l'homme progresserait. Mais si pour cela, il fallait s'en remettre entièrement aux mesures législatives, il y a fort peu d'espoir pour que les efforts de la Commission soient vraiment couronnés de succès.

17. La PRESIDENTE, intervenant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, appuie l'amendement de la Chine tendant à supprimer, au troisième paragraphe, l'expression "dont leur droit national".

18. Elle est également d'accord avec l'opinion du représentant du Royaume-Uni selon laquelle il conviendrait de lier le projet de résolution français aux projets de résolution relatifs à l'Annuaire, pour éviter tout double emploi et tout chevauchement. On pourrait donc supprimer les troisième et quatrième paragraphes et modifier le cinquième paragraphe comme suit : "Charge la Commission des droits de l'homme de procéder à l'examen des rapports annuels relatifs aux droits de l'homme présentés aux fins de publication dans l'Annuaire".

19. M. MALIK (Liban) fait remarquer que, si les divers amendements expriment des idées intéressantes, ils changeront, néanmoins, l'idée fondamentale du projet de résolution français. Si l'on désire conserver cette idée, il faudra conserver le troisième paragraphe; si le moindre travail doit être fait sur les rapports, il faudra également retenir le quatrième paragraphe. Il lui semble, en outre, que c'est la Commission des droits de l'homme qui est qualifiée pour s'occuper de ces rapports. Le cinquième paragraphe pourrait être supprimé parce que les dispositions du sixième paragraphe s'occupent de la même question, quoique les mots "à cet effet" qui figurent au dernier paragraphe doivent être supprimés.

20. Afin de répondre au vœu du représentant de la Belgique, on pourrait encore modifier le texte de la façon suivante : "un règlement déterminant la structure générale de ces rapports et les modalités de leur examen par la Commission". Cette rédaction ne saurait être interprétée comme contredisant les dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.

21. En conclusion, M. Malik déclare qu'il appuiera le projet de résolution français, avec les amendements proposés; quoique ce projet de résolution ne

réponde plus ainsi à l'intention dans laquelle il avait été présenté.

22. M. KYROU (Grèce) estime qu'il vaudrait mieux retarder la décision sur le projet de résolution et le soumettre directement à l'Assemblée générale, étant donné les nombreux amendements de fond qui ont été présentés. Si toutefois le représentant de la France désire insister pour qu'on procède dès maintenant à un vote, M. Kyrou se rangera à l'avis du représentant de la Chine.

23. Il fait remarquer que l'application efficace des mesures destinées à faire respecter les droits de l'homme dépendra de la bonne volonté et de la collaboration spontanée de tous les Etats Membres. Si une nation estimait que le texte français se trouve en contradiction avec le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, cette nation ne voudrait sans doute pas appliquer le projet de résolution. Par conséquent, il se demande s'il ne vaudrait pas mieux amender le troisième paragraphe pour dire : "invite les Etats Membres à étudier la possibilité de présenter au Secrétaire général des Nations Unies, etc.".

24. M. WHITLAM (Australie) appuie les représentants de la Grèce et de la Chine. Il serait bon de faire ressortir davantage les moyens positifs d'action susceptibles d'assurer le respect des droits de l'homme. En outre, il serait peut-être prématuré de demander une série de rapports sur l'application des mesures destinées à assurer le respect des droits de l'homme avant que le pacte ne soit entré en vigueur. On risquerait de donner ainsi l'impression que certains organismes des Nations Unies ont tendance à se montrer plus exigeants qu'il n'est nécessaire à ce stade initial. M. Whitlam croit donc qu'il serait préférable que la France retire le projet de résolution pour le réintroduire plus tard. Il souligne, en conclusion, que les difficultés auxquelles se heurtent les Etats fédéraux, quant à l'application du pacte dans son ensemble, soulèvent des questions complexes et délicates qu'il ne faut pas oublier.

25. M. NISOT (Belgique) estime que l'amendement grec rendrait le texte conforme aux dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.

26. En ce qui concerne les remarques faites par le représentant de l'Australie, il fait ressortir que si le projet de résolution était adopté, il s'appliquerait dans la même mesure tous les Etats, fédéraux ou unitaires.

27. En réponse à la Présidente, M. CASSIN (France) dit qu'il va revoir son texte en tenant compte des amendements proposés et qu'il présentera un projet révisé à la prochaine séance, ou bien qu'il retirera sa proposition. Il ne faut toutefois pas oublier que le texte qu'il a présenté n'est qu'un projet, et que son objectif primordial est de permettre de s'acquitter d'une manière générale des obligations imposées par la Charte dans le domaine des droits de l'homme. Pour le moment, M. Cassin incline à penser qu'il serait préférable d'adopter un texte quelconque plutôt que de remettre à plus tard l'examen de toute la question.

PROJET DE RESOLUTION PRESENTEE PAR LE LIBAN (E/CN.4/493 et E/CN.4/503)

PROJET DE RESOLUTION PRESENTEE PAR LE DANEMARK (E/CN.4/496)

PROJET DE RESOLUTION PRESENTEE PAR LE ROYAUME-UNI (E/CN.4/505)

28. M. MALIK (Liban) relève que son projet de résolution (E/CN.4/493) et celui de la délégation du Danemark (E/CN.4/496) expriment des points de vue opposés. En ce qui concerne son propre texte, il estime qu'il s'explique de lui-même. M. Malik désire seulement appeler l'attention sur le paragraphe 6 du projet de résolution qui constitue l'Annexe B de sa proposition; en raison des débats prolongés qui ont eu lieu au sein de la Commission au sujet de la relation précise de la Déclaration des droits de l'homme avec le projet de pacte, et de la nécessité de ne rien enlever à la Déclaration de son importance, le représentant du Liban estime que la phrase en question représente la formule la plus simple possible, et celle qui est la moins susceptible de soulever des objections.

29. En ce qui concerne la position danoise, M. Malik a plusieurs observations à présenter. Tout d'abord, il n'est pas convaincu que l'année prochaine, la Commission se trouvera mieux placée, du point de vue politique comme du point de vue psychologique, pour aboutir à un accord qu'elle ne l'a été au cours de la présente session. La situation internationale pourrait bien être pire au lieu d'être meilleure; et si la Commission ajourne la présentation du projet de pacte, elle peut se trouver, l'an prochain, ne rien avoir à soumettre au Conseil.

30. En second lieu, M. Malik estime que le dernier paragraphe du projet de résolution danois n'est pas utile puisqu'il cherche à différer la présentation des articles adoptés par la Commission au cours de la présente session, sans pour cela autoriser la Commission à en reprendre l'examen à sa prochaine session. Le représentant du Liban estime qu'il serait déplorable d'inviter le Conseil et l'Assemblée générale à ajourner toute décision en ce qui concerne les travaux déjà accomplis par la Commission, puisque celle-ci a décidé formellement de poursuivre ses travaux par étapes et, notamment, d'examiner les droits relevant du domaine économique et social indépendamment des droits politiques fondamentaux.

31. En troisième lieu, M. Malik estime que la procédure préconisée dans le projet de résolution danois aurait un effet psychologique déplorable sur l'opinion publique mondiale. Aucun des membres de la Commission n'est pleinement satisfait de la tâche accomplie au cours de la présente session; mais ce sont pourtant les meilleurs résultats qui pouvaient être obtenus étant donné la situation. Un vif désappointement naîtrait chez les peuples du monde entier si la Commission témoignait d'assez peu de confiance en la tâche qu'elle a accomplie pour prier le Conseil économique et social de ne pas soumettre les résultats de ses travaux à l'Assemblée générale. La Commission doit adopter une attitude réaliste mais optimiste, et non pas celle qui laisserait à penser que tout le travail accompli au cours de cette session a été vain. Certains progrès ont été réalisés, en vérité, et la Commission n'est nullement en droit d'amener l'opinion publique mondiale à porter sur elle et sur l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble un jugement défavorable, en refusant, après deux années de travaux, de soumettre une recommandation concrète au Conseil.

32. C'est pour ces raisons que M. Malik exprime l'espoir de voir la Commission prendre une décision positive et recommander le projet de pacte au Conseil économique et social.

33. La PRESIDENTE attire l'attention des membres de la Commission sur l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques, qui traite des incidences financières des propositions adoptées par des organismes des Nations Unies. Conformément à cet article, la Commission doit tenir compte du document E/CN.4/473/Add.1, où figure l'état des incidences financières de la proposition concernant les mesures de mise en oeuvre du projet de pacte.

34. M. SORENSSEN (Danemark) n'est pas d'accord avec la délégation du Liban sur deux points fondamentaux. En premier lieu, l'oeuvre accomplie par les Nations Unies depuis cinq ans dans le domaine des droits de l'homme, a déjà permis à la plupart des Etats-Membres de se mettre d'accord en principe sur certains droits, qui sont énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. La valeur normale et politique de cette Déclaration est reconnue de tous, depuis son adoption elle a donné naissance dans beaucoup de pays à une évolution juridique et politique impressionnante. Il est donc indispensable que la Commission ne prenne ni ne recommande aucune mesure susceptible de saper l'autorité de la Déclaration.

35. En second lieu, M. Sorensen insiste sur les divergences d'opinions qui se sont dégagées des débats de la Commission au sujet des méthodes et de la procédure à suivre pour traduire dans la pratique les principes fondamentaux de la Déclaration. En portant ces divergences devant l'Assemblée générale, on ne pourrait que les aggraver et les déformer; en les rendant ainsi publiques, on risquerait de les voir interpréter comme des différends fondamentaux concernant les dispositions de la Déclaration, au lieu de simples désaccords sur les modalités de mise en oeuvre. Un tel malentendu ne peut que porter préjudice à la cause des droits de l'homme.

36. En outre, au cours de la période critique que traversent les Nations Unies, on risquerait de compromettre toute la position de l'Organisation en portant devant l'Assemblée générale la question litigieuse du projet de pacte.

37. En ce qui concerne les observations du représentant du Liban concernant l'instabilité de la situation mondiale, M. Sorensen fait observer qu'il n'a pas proposé de soumettre le projet de pacte à l'Assemblée générale prochaine; il a simplement proposé de ne pas le lui soumettre cette année. La Commission ne doit pas continuer d'établir de tels pactes tant que la situation mondiale reste défavorable à leur mise en oeuvre.

38. En ce qui concerne le dernier paragraphe de sa proposition, portant que les articles de la deuxième partie ne doivent pas être réexaminés, le représentant du Danemark rappelle que beaucoup de membres de la Commission estiment que ces articles ont été étudiés avec autant de soin que possible par la Commission au cours de trois sessions et n'appellent pas un examen plus approfondi. Il reste à poursuivre l'étude de beaucoup de questions importantes, telles que les mesures de mise en oeuvre et certaines clauses importantes de la troisième partie, notamment la clause fédérale; cette dernière se relie à la question de l'égalité ou de l'inégalité des parties contractantes, et sera peut-être très difficile à résoudre.

M. Sorensen n'est toutefois pas d'accord avec le représentant du Liban pour soumettre uniquement à l'Assemblée générale la deuxième partie du projet de pacte; on ne peut soumettre la deuxième partie séparément à l'Assemblée générale, car elle est sans valeur si elle n'est pas accompagnée de projets ^{de mesures} de mise en oeuvre.

39. Quant à l'effet de sa proposition sur l'opinion publique, M. Sorensen estime que les moyens à employer pour encourager le respect des droits de l'homme présentent beaucoup moins d'intérêts aux yeux des peuples que les résultats pratiques. Le public ne s'intéresse guère aux pactes en tant que tels; il s'intéresse davantage aux résultats qu'aux méthodes. Dans la situation actuelle du monde,

on peut obtenir de meilleurs résultats par des moyens autres qu'un pacte. Ce n'est pas la faute de la Commission, qui a travaillé avec conscience et sérieux, s'il est impossible de parvenir actuellement à un pacte efficace des droits de l'homme; cette situation a une cause plus profonde, à savoir la tension qui règne actuellement dans le monde entier entre certains pays et groupes de pays. La Commission manquerait à ses devoirs si elle ne tenait pas compte de la situation mondiale; il faut se souvenir que son programme de travail a été établi il y a quatre ans; elle doit tirer les conclusions pratiques des changements qui se sont produits dans le monde depuis cette époque.

40. La **PRESIDENTE**, en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, appuie le projet de résolution du Liban. Elle souligne qu'en soumettant à l'Assemblée le projet de pacte, la Commission ne s'attend pas à ce qu'il soit approuvé sans changements; il appartiendra au Conseil et à l'Assemblée de réexaminer et de remanier ses dispositions comme ils le jugeront bon. Le texte du pacte n'a nullement atteint une forme définitive, mais Mme Roosevelt estime qu'en trois ans, la Commission a établi un document de travail digne d'être soumis à l'Assemblée générale.

41. Depuis les premiers débats de la Commission, la délégation des Etats-Unis a toujours estimé que la Déclaration des droits de l'homme constitue un exposé de principes et d'aspirations qui doivent progressivement se transformer en lois. Elle nie catégoriquement qu'on diminue l'autorité du pacte en n'y insérant pas tous les droits mentionnés dans la Déclaration. Pour tous les peuples du monde, les droits dont ils peuvent se prévaloir légalement sont de la plus grande importance; il est donc indispensable de leur faire connaître qu'on établit aussi rapidement que possible des conventions légales et obligatoires. La préparation de tels pactes prend du temps, et leur portée est nécessairement plus étroite que celle de la Déclaration, mais ils marquent une étape indispensable vers la réalisation de l'objectif final.

42. La Commission^{ne} prétend pas présenter au Conseil un document final et mis au point; elle lui présente les meilleurs résultats qu'elle a été en mesure d'atteindre. La Présidente ne s'inquiète pas des désaccords qui s'élèveront probablement au sein de l'Assemblée générale au sujet de ce document; les débats qui ont précédé l'adoption de la Déclaration ont été marqués par de sérieux

désaccords. La valeur essentielle d'une discussion libre, même lorsqu'elle comporte des désaccords, réside dans le fait qu'elle fait naître chez les peuples des Etats Membres un intérêt accru. Pour sa part, Mme Roosevelt a acquis la conviction, lors des contacts nombreux et étendus qu'elle a eus avec la population de son pays, que, même aux Etats-Unis, où l'on donne une large publicité aux débats des Nations Unies, très peu de gens sont en réalité conscients des buts que poursuit la Commission des droits de l'homme et du travail qu'elle accomplit. Mme Roosevelt est certaine que la situation est la même dans de nombreux autres pays; donner aux peuples des divers pays la claire conscience des problèmes et du travail de l'Organisation est une tâche longue et difficile. C'est pourquoi Mme Roosevelt estime que la Commission subirait une grave atteinte si elle ne soumettait à la prochaine session de l'Assemblée générale aucune preuve tangible de ses travaux.

43. En conclusion, dans la situation troublée qui existe actuellement, il est particulièrement important de ne pas laisser les peuples du monde dans l'ignorance d'un événement susceptible de leur apporter un espoir réel, tel que la nouvelle de la présentation du projet de pacte. En sa qualité de représentante de son Gouvernement, Mme Roosevelt ne peut accepter que le pacte soit remis à une date ultérieure; en tant que Présidente de la Commission, elle estime qu'une telle mesure porterait un coup sérieux au prestige de la Commission.

44. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) appuiera le projet de résolution du Danemark. Le représentant de la Yougoslavie rappelle certaines observations qu'il a faites au cours des débats de la Commission, observations qui expliquent l'attitude de sa délégation à l'égard des deux projets de résolution dont se trouve saisie la Commission. Il a dit pourquoi il regrettait que les droits économiques et sociaux, ainsi que certains droits politiques importants, aient été omis dans le projet de pacte, la conséquence de cette omission étant que la Déclaration et le pacte diffèrent grandement en valeur et en portée. Les droits économiques et sociaux sont importants, non seulement comme garantie de conditions de vie équitables pour les travailleurs du monde, mais aussi comme garantie de paix entre les nations.

45. M. Jevremovic ne comprend pas l'allusion faite par M. Malik aux difficultés de la situation internationale. Nul n'avait, jusqu'ici, invoqué cette situation pour ne pas rédiger le pacte de façon plus complète. Il a généralement été reconnu par les membres de la Commission que les droits économiques et sociaux étaient d'importance fondamentale et devraient être réaffirmés, et le renvoi de l'examen de ces droits a été expliqué par le seul manque de temps.

46. Si le projet de pacte n'était pas présenté à la prochaine session de l'Assemblée générale, il en résulterait très probablement un sentiment de déception chez les peuples des Etats Membres. Mais cette déception serait peut-être plus grande encore si l'Assemblée générale était saisie d'un document hâtivement préparé et de bien moindre portée que la Déclaration des droits de l'homme. La question des droits économiques et sociaux présente des difficultés, mais elle est de première importance et doit être résolue.

47. M. Jevremovic estime, comme la Présidente, que le public, en général, ne connaît pas bien la Déclaration des droits de l'homme. Cette ignorance, cependant, tient à ce que les dispositions de la Déclaration n'ont pas été mises en oeuvre; si les peuples du monde avaient vu leurs conditions de vie s'améliorer par suite de l'adoption de la Déclaration, ils se seraient davantage familiarisés avec ses dispositions.

48. M. Jevremovic n'approuve pas la dernière disposition du projet de résolution du Danemark, laquelle se lit " sans toutefois rouvrir le débat sur le texte des articles déjà adoptés concernant certains droits civiques et libertés fondamentaux (deuxième partie du projet de pacte)". M. Jevremovic ne conçoit pas quel inconvénient il y aurait à procéder à un nouvel examen des articles en question, d'autant plus que certains d'entre eux ont été adoptés rapidement et

sans que le détail de ces articles ait suffisamment retenu l'attention. Si le représentant du Danemark accepte de supprimer cette disposition, le représentant de la Yougoslavie appuiera le projet de résolution.

49. La PRESIDENTE, intervenant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, fait observer au représentant de la Yougoslavie que la seule façon d'assurer la mise en oeuvre des dispositions de la Déclaration sera de préparer et d'adopter progressivement des pactes transposant ces dispositions dans le domaine du droit.

50. M. VALENZUELA (Chili) ne saurait partager le point de vue pessimiste du représentant du Danemark, selon lequel il serait actuellement impossible d'assurer, de façon adéquate, la mise en oeuvre de la Déclaration universelle des droits de l'homme par suite des difficultés nées de la tension internationale. Si l'Organisation des Nations Unies adoptait un tel point de vue, il en résulterait, logiquement, que toute action internationale serait suspendue, en attendant que les difficultés qui font obstacle à la coopération internationale soient miraculeusement écartées et que toutes les nations acceptent, tout à coup, de vivre côte à côte dans la paix et l'amitié. Or, l'Organisation des Nations Unies ne peut pas renoncer indéfiniment à intervenir dans certains problèmes importants; en fait, elle est moralement tenue d'aller de l'avant dans ses efforts pour faire progresser les idées démocratiques, car c'est de cette manière seulement qu'elle pourra donner aux nations qu'elle rétrécit la peur de la guerre, les espoirs et encouragements dont elles ont besoin. M. Valenzuela indique clairement qu'il ne critique pas les vues de tel ou tel membre de la Commission, mais bien un état d'esprit largement répandu et plein de dangers.

51. M. Valenzuela ne croit pas que le projet de pacte puisse être qualifié d'inefficace : l'efficacité doit s'évaluer en fonction des possibilités et, dans les conditions actuelles, il n'aurait certainement pas été possible d'aller plus loin dans la voie du compromis qu'on ne l'a fait aux termes du présent texte. Sans aucun doute, ce texte présente, comme l'a dit le représentant de la Yougoslavie, de nombreuses insuffisances et relativement peu de décisions ont été adoptées à l'unanimité. Il n'y avait aucune raison d'espérer que les vues des membres, qui sont représentants de leurs gouvernements en même temps qu'experts, aient subi des modifications en l'espace d'un an. Le Conseil économique et social et l'Assemblée générale, qui ont une composition plus large que la Commission, seront mieux à même de modifier et d'améliorer le projet de pacte.

52. La proposition du Danemark revient à dire que le monde n'a pas assez de maturité politique pour qu'il soit possible d'élaborer un pacte relatif aux droits de l'homme. En reconnaissant qu'elle est incapable de rédiger un tel pacte, la Commission nuitrait grandement au développement du respect effectif des droits de l'homme. La Commission a déjà décidé de laisser au Conseil économique et social le soin de prendre une décision concernant l'insertion de clauses coloniales et fédérales. Il n'y a pas de raison pour qu'elle n'agisse pas de même à l'égard des articles qu'elle vient d'adopter.

53. Etant donné ces considérations, la délégation du Chili s'opposera à la proposition du Danemark et votera en faveur du projet de résolution du Liban.

54. M. CASSIN (France) déclare que, bien que la Commission ait sans nul doute fait du bon travail au cours de la présente session, il est obligé de reconnaître que les résultats de ses travaux ne sont pas assez satisfaisants pour être soumis à l'Assemblée générale. L'on pourrait objecter que la Déclaration universelle des droits de l'homme a dû également subir d'importantes modifications au sein de l'Assemblée générale avant d'être adoptée par cet organe; mais le projet était déjà satisfaisant lorsqu'il a été transmis à l'Assemblée générale et les Etats représentés à la Commission l'ont présenté aux organes supérieurs avec une entière conviction. Cela n'est malheureusement pas vrai du projet de pacte. La qualité technique de ce texte, quelque haute qu'elle puisse être, ne saurait racheter un certain manque de confiance, une certaine absence d'unité dans les intentions des membres, qui se sont fait sentir pendant toute la discussion et qui apparaissent clairement dans le résultat des travaux de la Commission. L'Assemblée générale serait en droit de reprocher au projet d'être improvisé et mal équilibré; en particulier, le fait qu'une semaine seulement a été consacrée à la question de la mise en oeuvre pourrait prêter à de graves critiques. Le texte élaboré par la Commission n'offre pas une base assez solide pour supporter le vaste édifice qu'il faut encore construire.

55. Les décisions adoptées concernant les relations entre les Parties au pacte et l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble ne sont pas satisfaisantes; de même, la Commission n'a pas élaboré de proposition acceptable en ce qui concerne les relations des organismes chargés de la mise en oeuvre du pacte avec ceux de l'Organisation des Nations Unies en général. On ne peut guère s'attendre à ce que l'Assemblée générale, qui a pour mission de prendre des décisions définitives, aborde ces questions sans préparation.

56. La Commission doit décider s'il est plus à propos de soumettre le résultat de ses travaux, avec toutes ses insuffisances, à l'examen du Conseil ou de l'Assemblée ou, au contraire, de demander de nouveaux délais, au risque même de faire naître une certaine déception, afin de préparer un texte plus satisfaisant. La deuxième solution semble préférable. L'on a reproché à la Commission de consacrer trop de temps à l'élaboration de la Déclaration, mais on l'a félicitée ensuite du résultat de ses travaux.

57. En dernier lieu, d'importantes considérations politiques se trouvent mises en jeu. Il est apparu, dès le début de la session, que les conditions politiques actuelles rendraient extrêmement difficile l'adoption de certaines décisions. Le Conseil économique et social, à sa prochaine session, devrait effectuer un choix difficile entre deux solutions, à savoir transmettre le projet de pacte à l'Assemblée générale ou attendre une nouvelle évolution de la situation. Dans ces conditions, M. Cassin croit que la Commission ne devrait pas recommander catégoriquement au Conseil de transmettre le projet de ^{pacte} l'Assemblée générale.

58. Ce sont ces considérations qui sont à l'origine de l'amendement de la France au projet de résolution du Liban (E/CN.4/503). Cependant, les déclarations qui viennent d'être faites montrent qu'il est peu probable que cet amendement puisse être adopté; M. Cassin a donc décidé de le retirer. Le représentant de la France se voit contraint de s'opposer à la proposition du Liban (E/CN.4/495) et votera donc en faveur du projet de résolution présenté par le représentant du Danemark (E/CN.4/496).

59. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, fait observer que quelques uns des arguments avancés par le représentant de la France auraient eu, peut-être, quelque poids, si le projet de résolution du Liban ne disait pas expressément du texte préparé par la Commission qu'il est "le premier projet de pacte", indiquant par là clairement qu'il ne constitue qu'un premier pas dans ce domaine.

60. Le Conseil économique et social sera naturellement libre de décider s'il doit, ou non, transmettre le projet de pacte à l'Assemblée générale, quel que soit le sens de la recommandation faite par la Commission. Il est cependant du devoir de cette dernière de formuler une recommandation positive à ce sujet.

61. M. MENDEZ (Philippines) reconnaît que le projet de pacte est loin d'être parfait. Il aurait préféré qu'un grand nombre de ses dispositions soient plus complètes et regrette l'absence d'une clause concernant le droit d'asile pour les réfugiés politiques et également de dispositions relatives aux droits économiques, sociaux, culturels et politiques; il regrette aussi que les Etats non membres ne puissent automatiquement adhérer au pacte. Cependant, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale auront toute latitude pour améliorer le texte. Il serait extrêmement décevant d'abandonner le projet au stade actuel.

62. Il est exact que la situation politique n'est pas favorable à l'adoption du pacte; mais nul ne saurait nier que la Commission avait connaissance de ce fait dès le début de ses travaux. Pour convaincre le monde qu'elle est déterminée à réaliser l'application effective des droits de l'homme, la Commission doit suivre la voie indiquée par le projet de résolution du Liban et rejeter la proposition du Danemark, dont l'adoption ne constituerait qu'un pas en arrière.

63. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) présente au nom de sa délégation un projet de résolution (E/CN.4/505).

64. Tout comme la représentante des Etats-Unis d'Amérique, Mlle Bowie a fait, dans son pays, de nombreuses conférences sur les droits de l'homme et elle a été, elle aussi, frappée par le manque général de connaissance directe de la question. Toutefois, la conclusion qu'elle en a tirée n'est pas que l'existence d'un pacte créerait nécessairement une compréhension plus grande mais que bien des gens pourraient être à tort induits à croire que les pactes créent des droits. Les droits découlent des mesures prises par les gouvernements nationaux et les hommes du monde entier doivent prendre conscience du devoir qui leur incombe d'utiliser comme il convient les droits de l'homme dont ils jouissent déjà et d'exiger que leur soient octroyés les droits qu'ils ne possèdent pas encore. C'est pourquoi Mlle Bowie estime que la Commission pourrait accomplir une oeuvre utile et pratique en encourageant l'application des mesures d'éducation préconisées dans le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Si le projet de pacte n'est pas transmis à la cinquième session de l'Assemblée générale ou n'est pas adopté par celle-ci, le temps de la Commission n'en aura pas été perdu pour cela. Les débats qui ont eu lieu ont mis en lumière de nombreuses divergences d'interprétation, tant parmi les membres de la Commission qu'entre les organisations non gouvernementales d'une part et la Commission de l'autre. Ces divergences

existent partout; on ne peut donc blâmer la Commission de n'avoir pas adopté ses décisions à l'unanimité, mais en général, par une majorité très étroite.

65. La Commission a suivi de son mieux les instructions qu'elle a reçues du Conseil économique et social. A l'heure actuelle, son devoir ne consiste pas à prononcer de jugement sur son propre travail, mais à le soumettre au Conseil, laissant à celui-ci le soin de décider s'il convient de transmettre ce travail à l'Assemblée générale. De toute façon, la délégation du Royaume-Uni ne peut accepter le dernier paragraphe du projet de résolution du Danemark, parce qu'elle estime que de nombreuses dispositions insérées dans la seconde partie du projet de pacte ne sont pas rédigées de façon adéquate.

66. A la lumière des difficultés éprouvées par la Commission, le Conseil économique et social peut décider de lui donner de nouvelles instructions touchant l'étendue de ses travaux futurs et les méthodes qu'elle devra suivre. Si le projet de pacte était renvoyé à la Commission, celle-ci y apporterait sans aucun doute un certain nombre de modifications, mais ne pourrait guère réaliser un plus large accord sur le fond. Le Conseil peut décider que la Commission serait plus utilement employée à d'autres tâches. Si la Commission s'était trouvée saisie de rapports de la nature de ceux qu'envisage le projet de résolution de la France (E/CN.4/501), elle aurait pu travailler au pacte d'une façon plus efficace. Actuellement, la Commission peut, soit rédiger certains articles fondamentaux sous la forme de conventions distinctes, soit procéder à une étude plus approfondie du problème de la mise en oeuvre, qu'elle n'a pas eu jusqu'à présent assez de temps pour examiner.

67. M. SORENSEN (Danemark) retire son projet de résolution (E/CN.4/496) en faveur de celui présenté par la délégation du Royaume-Uni.

68. Mme MEHTA (Inde) dit que, comme tous les orateurs précédents, elle n'est pas satisfaite du travail accompli en ce qui concerne le projet de pacte, bien qu'elle se rende parfaitement compte que les défauts de celui-ci ne sont pas dus à un manque d'efforts de la Commission. Sa principale objection réside dans le fait que le pacte ne serait pas un traité entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats contractants et, une fois adopté par l'Assemblée générale, n'aurait pas de caractère obligatoire pour tous les Membres; en outre, Mme Mehta n'est pas satisfaite du fait que le mécanisme de mise en oeuvre qui a été arrêté, n'est pas destiné à protéger les droits de l'homme mais essentiellement à résoudre

les différends entre les Etats parties au pacte.

69. Pour ces raisons, la délégation de l'Inde est disposée à appuyer le projet de résolution présenté par le Royaume-Uni. Il n'appartient pas à la Commission de recommander que son rapport soit transmis à l'Assemblée générale. C'est le Conseil économique et social qui doit décider si la Commission a vraiment réussi à trouver une solution satisfaisante de tous les problèmes dont elle était saisie. Mme Mehta aurait eu quelque répugnance à appuyer la recommandation de la délégation du Danemark tendant expressément à ce que le projet de pacte ne soit pas transmis à l'Assemblée générale : mais elle estime entièrement acceptable la proposition du Royaume-Uni, qui laisse au Conseil économique et social lui-même le soin de trancher cette question. Les opinions exprimées par les représentants de la France, du Danemark et d'autres délégations seront, sans nul doute, prises en considération par le Conseil.

70. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, dit que les observations qu'elle a formulées en ce qui concerne la proposition du Danemark et la déclaration du représentant de la France, s'appliquent également au projet de résolution du Royaume-Uni. Il appartient à la Commission de recommander que les résultats de ses travaux soient transmis à l'Assemblée générale. Certes, la décision finale sera prise par le Conseil économique et social, mais la proposition du Royaume-Uni ne peut avoir pour effet que de retarder cette décision.

71. M. MALIK (Liban) n'est pas en mesure d'appuyer le projet de résolution du Royaume-Uni. La Commission doit décider une fois pour toutes si elle estime que le projet qu'elle a préparé est digne d'être examiné par l'Assemblée générale à sa cinquième session. Il est manifeste qu'en la matière, la décision finale appartient au Conseil. Ce serait pure présomption que de lui recommander de prendre une telle décision; toutefois, la Commission ne peut éviter d'exprimer une opinion définitive qui lui soit propre.

72. Certaines délégations, telles que celles de la France et du Danemark, sont si peu satisfaites du projet de pacte qu'elles préféreraient, en fait, que celui-ci ne soit pas transmis à l'Assemblée générale. D'autres, tout en ayant conscience de ses défauts, estiment que le pacte doit en tout cas être transmis à l'examen d'organes supérieurs à la Commission elle-même. Il est nécessaire de choisir entre ces deux points de vues différents.

73. S'adressant à la représentante du Royaume-Uni, M. Malik fait observer que, dans le passé, le Royaume-Uni a été l'un des avocats les plus convaincus de la thèse selon laquelle la Déclaration des droits de l'homme n'aurait aucune valeur si elle n'était pas suivie d'un pacte obligatoire. En fait, la délégation du Liban a été persuadée par celle du Royaume-Uni de partager son point de vue. La proposition que vient de présenter le Royaume-Uni semble s'écarter radicalement de cette ligne de conduite et M. Malik ne peut en comprendre le sens.

74. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, et répondant à la représentante du Royaume-Uni, dit que dans les pays démocratiques comme les Etats-Unis, la ratification d'une convention constitue l'une des meilleures méthodes d'éducation, car elle ne saurait être réalisée sans l'appui actif du peuple. En outre, si elle n'est pas progressivement transposée dans le domaine du droit, une déclaration est susceptible d'être considérée comme purement théorique.

75. M. RAMADAN (Egypte) demande à la représentante du Royaume-Uni si elle serait disposée à supprimer le second paragraphe de son projet de résolution.

76. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) dit qu'elle préférerait répondre à cette question à la séance suivante.

La séance est levée à 13_h.10.